

## **LA FRANCE : COMBIEN DE SOUS-MARINS NUCLEAIRES ? LA POLITIQUE DE DEFENSE DE LA FRANCE A LA VEILLE DES ELECTIONS PRESIDENTIELLES.**

**Bastien Irondelle**

Chargé de recherches - CERI / Sciences Po

Au-delà des polémiques sur le nombre de sous-marins nucléaires dont dispose la France (4 sous-marins nucléaires lanceurs d'engins et 6 sous-marins nucléaires d'attaque), il n'est pas de meilleur moment que l'élection du chef de l'Etat, chef des Armées, pour faire le bilan de la politique de défense. De surcroît, très vite après l'élection présidentielle, le prochain gouvernement devra mettre en chantier une nouvelle loi de programmation militaire, qui impliquera des révisions dans le modèle d'armée français. Il ne pourra pas ne pas s'atteler à la rédaction d'un nouveau Livre blanc sur la défense, le dernier datant de 1994, procédant à une réévaluation de l'articulation entre politique de défense, politique étrangère et politique européenne, alors que la France prendra la présidence de l'Union en 2008.



L'objectif de ce dossier est d'éclairer les grands dossiers de la politique de défense en s'attachant moins à dresser un état des lieux et des débats, ou de l'absence de débats entre les candidats à la magistrature suprême, tant un consensus de *status quo* prévaut, qu'à offrir au lecteur une analyse des principaux enjeux et une mise en perspective des principales transformations de la défense française : dissuasion nucléaire, Europe de la défense, évolution du paysage industriel, ressources humaines, dynamiques budgétaires.

La dissuasion nucléaire est le premier dossier sur lequel le consensus s'est imposé entre les candidats à l'élection présidentielle. Tous les candidats favorisés pour se qualifier pour le second tour se sont prononcés pour le maintien de la dissuasion nucléaire, la préservation du potentiel dissuasif, notamment le nombre de 4 sous-marins nucléaires lanceurs d'engin permettant d'assurer la permanence à la mer en toute circonstance, garante de la dissuasion par la capacité de frappe en second. Bruno Tertrais revient dans son analyse sur une idée reçue : la doctrine française n'est pas si éloignée de celles de ses partenaires occidentaux, en particulier des Etats-Unis<sup>1</sup>. Si des différences existent, ce qui domine c'est une grande convergence concernant la stratégie nucléaire<sup>2</sup>.

Les principaux candidats se sont déclarés favorables au maintien des crédits du ministère de la défense au niveau de 2 % du PIB. Pourtant, le poids de la dette publique, les contraintes budgétaires constitueront des contraintes majeures pour maintenir l'effort de défense si bien que comme le souligne Etienne de Durand, Chef du Département étude de sécurité à l'IFRI « Il sera très difficile pour les candidats de maintenir le budget à 2 % tout en finançant leurs promesses de campagne »<sup>3</sup>. L'article de Martial Foucault analyse les enjeux financiers et les dynamiques budgétaires qui régissent la politique de défense. Dans sa contribution avec Renaud Bellais, les deux auteurs examinent le processus de mutation de l'industrie d'armement<sup>4</sup>.

---

<sup>1</sup> Cet article est issu d'un débat organisé par le Projet transversal *Comparaison et relations transatlantiques* du CERI sur « Adjusting Nuclear Policies : A Transatlantic Perspective », 24 novembre 2006.

<sup>2</sup> Le lecteur peut se reporter à l'excellent article de David Yost sur la stratégie nucléaire française et ses développements récents : « France's new nuclear doctrine », *International Affairs*, vol. 82, n° 4, 2006. ; ainsi que consulter le remarquable site de l'observatoire nucléaire de la Fondation pour la recherche stratégique : [www.frs.org](http://www.frs.org).

<sup>3</sup> Cité dans Lawrence Speer, "French Poll : Foreign Policy Consensus", *ISN Security Watch*, 9 mars 2007.

<sup>4</sup> Hélène Masson et Cédric Paulin, « L'industrie de défense française à la croisée des chemins », dans Fondation pour la recherche stratégique, *Annuaire stratégique et militaire 2006-2007*, Paris, Odile Jacob, 2007.

L'article de Jean Joana décrypte les enjeux de la politique de ressources humaines des armées françaises en termes d'effectifs et de situation de la « condition militaire »<sup>5</sup>.

Claudia Major et Christian Moelling, avec l'œil de l'expert étranger qui autorise la distance par rapport à la sinistrose franco-française sur les rapports de la France avec l'Europe, soulignent combien l'engagement de la France demeure indispensable pour le développement de la Politique européenne de sécurité et de défense, en rappelant les fondamentaux, les réalisations et les contradictions, de l'approche française de la construction d'une politique de défense « européenne »<sup>6</sup>.

Lawrence Speer a donc parfaitement raison d'insister sur le non-débat sur la défense dans la campagne présidentielle « le débat sur les questions de politique étrangère et de défense demeure largement consensuel, la plupart des candidats collant aux politiques habituelles suivies par le Président Chirac au cours des 12 dernières années »<sup>7</sup>. Le dernier texte de ce dossier revient sur le primat du consensus comme mode de gestion et de régulation de la politique de défense en France en s'interrogeant sur la nature a-politique de la politique de défense.

---

<sup>5</sup> Sur les ressources humaines voir également : Bastien Irondelle, « La France et son armée », *Regards sur l'actualité*, n° 321, mai 2006, ainsi que Frédéric Coste, « Armées et ressources humaines », Fondation pour la recherche stratégique, *Annuaire stratégique et militaire 2006-2007*, Paris, Odile Jacob, 2007

<sup>6</sup> Sur ce thème, on se reportera notamment à Philippe Esper et al., *Défendre la France et l'Europe*, Paris, Perrin, 2007, Patrice Buffotot, « La France, l'Europe et l'OTAN », *Regards sur l'actualité*, n° 321, mai 2006 ; Yves Boyer, « Europe, France et construction d'une défense européenne » dans Fondation pour la recherche stratégique, *Annuaire stratégique et militaire 2006-2007*, Paris, Odile Jacob, 2007.

<sup>7</sup> Lawrence Speer, "French Poll : Foreign Policy Consensus" , *ISN Security Watch*, 9 mars 2007, [www.isn.ethz.ch/news/sw/details\\_print.cfm?id=17340](http://www.isn.ethz.ch/news/sw/details_print.cfm?id=17340).